Union Départementale des Syndicats
FORCE OUVRIERE de la Mayenne
Bourse du travail - 6 Rue Souchu Servinière – 53000 LAVAL
Tél. : 02/43/53/42/26 - E-mail : udfo53@force-ouvriere.fr - http://53.force-ouvriere.org

Un seul CHOIX : répondre aux revendications !

Ce samedi 17 octobre, une mobilisation puissante s'est déroulée à Laval comme partout en France, contre la vie chère, contre les politiques d'austérité imposées à la population depuis trop d'années et pour la satisfaction des revendications de la jeunesse.

À Laval, pendant plusieurs heures, près de 4 500 manifestants ont défilé dans une ambiance festive et revendicative. Toutes les générations étaient représentées.

L'UD FO 53 avait déjà appelé à soutenir les revendications pour le 17 octobre, dans le prolongement de son engagement, depuis un mois, aux côtés de la jeunesse.

Les manifestants ont clairement exprimé leur refus de la politique d'austérité menée par le gouvernement sur le dos des salariés du privé comme du public, des retraités, des chômeurs et de la jeunesse. Cette mobilisation appelle des réponses concrètes.

L'union départementale FO 53 ne cautionne ni les destructions, ni les exactions, ni les pillages. Ces actes condamnables desservent l'expression des revendications. Ils ne font pas partie des méthodes d'action de notre organisation.

Pour autant, l'union départementale FO de la Mayenne réaffirme la lourde responsabilité du gouvernement Macron/Lecornu dans la situation actuelle. Ce sont eux les artisans du chaos, ce sont eux qui refusent de répondre aux revendications, ce sont eux qui n'ont que faire de la détresse sociale qui s'étend partout dans le pays.

Le gouvernement ne peut pas instrumentaliser les violences pour passer sous silence l'ampleur de la colère et disqualifier les revendications.

Dans son allocution, le président Macron ne répond en rien à cette colère. Au contraire, il jette de l'huile sur le feu. Il ne remet pas en cause la politique d'austérité et les 54 milliards d'euros de coupes budgétaires qu'il voudrait nous imposer. Il propose des tables rondes à une jeunesse qui réclame des moyens pour étudier et refuse l'avenir de précarité que lui réserve le gouvernement. Aux travailleurs qui subissent la hausse des prix, notamment de l'énergie, et qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, il fait miroiter des réponses au Koweït. Mais il refuse toujours le blocage des prix et l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux. Ses ministres largement relayés par les médias, clament que la France n'aurait plus les moyens, qu'elle est endettée. Pourtant, de l'argent il y en a pour l'économie de guerre (449 milliards d'ici 2030), et pour enrichir les plus riches (211 milliards d'exonérations par an) … C'est une question de choix politique.

Ce qui « abîme la République » c'est la politique que portent le président Macron et ses alliés !

Le président Macron exige des organisations syndicales qu'elles lui fassent allégeance en condamnant les violences ! L'UD FO 53 considère que notre confédération n'a pas à répondre aux injonctions de celui qui allume la mèche. Notre rôle est de défendre les intérêts des salariés et de porter leurs revendications en toute indépendance.

Le gouvernement Macron/Lecornu doit répondre aux revendications et mettre fin immédiatement à sa politique de destruction des droits et des services publics. C'est la seule issue possible à la crise sociale dont il porte la responsabilité.

…/…

L’union départementale Force Ouvrière de la Mayenne appelle toutes ses structures à préparer activement, dès maintenant, la grève interprofessionnelle, dans la perspective d’une mobilisation à partir du 5 novembre.

Elle invite ses syndicats à réunir les salariés pour discuter des revendications et des moyens de construire la grève dans les entreprises et les services.

L’UD FO 53 soutient toutes les revendications qui s’exprimeront dans les mobilisations d’ici le 5 novembre.

Le gouvernement est fragilisé et totalement isolé. Par notre mobilisation, nous le ferons céder.

Nous gagnerons tous ensemble, public et privé, jeunes et moins jeunes !

Pour la satisfaction des revendications !

Laval, le 19 octobre 2026